



Bulletin de la **D**OCUMENTATION **E**COLOGIQUE **V**OIRONNAISE pour L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCOLOGIE DANS LE MONDE

EDITORIAL : Comme beaucoup trop de personnes de ma région, j'ai été victime du nuage de Tchernobyl « bloqué » aux frontières de l'est et, depuis, je supporte très mal les mensonges constants de nos grands élus. Ainsi Macron (et son parti) qui affirme récemment qu'il reprendra « sans filtre » les propositions de la Convention Citoyenne sur le Climat. Je vous propose de vous donner plus tard quelle est sa notion du « sans filtre ». Espérons que cela ne tournera pas comme les deux Grenelles de l'environnement de Sarkozy qui ont fait pire qu'un flop. Mes Amish, le Président actuel entend nous insulter avec arrogance tandis que nos rangs écolos se peuplent et les siens se montrent de + en + faibles à chaque élection récente. Je pense que nous n'avons pas du tout la même notion du PROGRES !

Sommaire

page 2 - Abeilles (suite)

page 3 - Effet de serre (suite)

page 4 - Nicolas Hulot (suite)

page 5 – Centrale nucléaire de Fessenheim (suite)

page 6 – Des pompes pas funèbres, des moissons urbaines

Ne pas traiter aux

néonicotinoïdes

protégeons les abeilles !



Documentation Ecologique
Voironnaise
32-34 rue Vaucanson Rez-de-chaussée
38500 VOIRON

Les visites se font sur rendez-vous au
06 25 25 52 29 (sans répondeur)
utiliser de préférence le mail
gaby.rajon@gmail.com



ABEILLES

5 - abeilles et humains même combat (suite)



15 août 2014..... A propos des abeilles des Pyrénées-Orientales décimées, le rôle des pesticides est mis en évidence grâce à des analyses financées par les apiculteurs. Le taux de perte en abeilles atteint des records jusqu'à 100% de mortalité, en particulier chez ceux qui pratiquent la transhumance avec leur ruches vers les hauts pâturage. Près de 48 millions d'abeilles ramassées mortes, 1300 ruches touchées, soit une sur dix : c'est une hécatombe dans le département, et la situation est tout aussi alarmante en Ariège (5000 colonies concernées), dans l'Hérault, l'Ardèche. Des vétérinaires ont constaté que les colonies ne souffraient ni de fortes attaques de parasites, ni de maladie manifeste après la saison estivale. En revanche, les colonies présentaient en revanche des symptômes caractéristiques d'intoxication (troubles nerveux, faible reproduction). Réunis en collectif, les apiculteurs décident alors de financer des analyses. Fin 2013-début 2014, ils expédient 26 échantillons d'abeilles mortes, de miel et de pollen au CNRS de Solaize (Rhône). Les analyses mettent au

jour des traces de pesticides dans 81% des cas. La plupart des molécules détectées sont des insecticides, dont trois appartiennent aux néonicotinoïdes. Quatre autres sont interdits en France (venus clandestinement d'Espagne?). On est plutôt dans les montagnes et les soupçons concernent autant les agriculteurs que les éleveurs ovins. Il faudrait peut-être chercher les solutions dans les cohabitations ancestrales.

Fin 2014..... Le moment est venu de tirer un bilan sur des interdictions de pesticides tueurs d'abeilles. Il y a deux ans, en avril 2013, au terme d'une empoignade épique avec les agrochimistes, la Commission européenne décidait de mettre en place sur le territoire des Vingt-Huit un moratoire sur les usages de quatre molécules insecticides (thiaméthoxame, clothianidine, imidaclopride et fipronil). Le moratoire est entré en vigueur en décembre 2013. Des prétendus spécialistes plus ou moins financés par Bayer et Syngenta avaient rendu public des textes prévoyant une forme d'Armageddon agricole en cas de suspension de ces fameux néonicotinoïdes. «Sur une période de cinq ans, l'Union européenne pourrait perdre 17 milliards d'euros, voire plus » concluaient des experts qui ajoutaient «cinquante mille emplois pourraient être perdus sur l'ensemble de l'économie et plus d'un million de personnes engagées dans la production agricole souffriraient si elles perdaient la possibilité d'utiliser les néonicotinoïdes ». Utilisées en enrobage de semences, ces produits étaient décrits comme une technologie souvent irremplaçable. Cependant, aujourd'hui, on peut affirmer que ces terrifiantes prévisions sont lointaines de toute réalité. Selon le bulletin de l'unité chargée du contrôle officiel des ressources de l'UE, la dernière saison, n'a pas connu l'apocalypse annoncée en dépit du retrait des néonicotinoïdes. En fait, c'est tout le contraire. Excellente saison pour le maïs, le colza, le blé et le tournesol dont les rendements sont supérieurs à la moyenne. Il est donc toujours surprenant de voir des agrochimistes continuer à entretenir l'idée du caractère indispensable de cette technologie, tandis qu'une majorité de politiques français les suivent balayant d'un revers de la main tous les bons arguments.

29 mars 2015.....Arrivées dans trois camions venus d'Alsace, des Alpes et de Bretagne, environ deux millions d'abeilles ont été remises sur un champ de l'Ariège à des apiculteurs locaux fragilisés par la surmortalité de leur cheptel. Sous une pluie battante, les apiculteurs, le visage protégé contre d'éventuelles attaques d'abeilles, ont formé une chaîne pour se passer les essaims, disposés dans des boîtes. Les essaims, offerts par 70 apiculteurs du pays, doivent maintenant être mutualisés pour relancer des colonies.

24 avril 2015..... La fondation Nicolas Hulot (FNH) demande au gouvernement de prendre des décisions d'urgence et de faire preuve de volontarisme, après la publication d'études sonnant de nouveau l'alerte sur les effets des pesticides néonicotinoïdes sur les abeilles. "Alors que les apiculteurs français font face en ce printemps 2015 à une mortalité sans précédent de leurs colonies d'abeilles, le gouvernement doit réunir en urgence l'ensemble des acteurs français concernés et mobiliser les ministres Ségolène Royal (Ecologie), Stéphane Le Foll (Agriculture) et Marisol Touraine (Santé) pour travailler ensemble sur les réponses à apporter à cette urgence sanitaire et environnementale" dit le FNH. La fondation demande également au gouvernement de porter vigoureusement ce sujet à l'échelle européenne, conformément aux engagements du Président de la République, et notamment dès la prochaine réunion agriculture du Conseil de l'UE en mai.

19 mai 2015..... La Maison Blanche présente un plan d'action national pour sauver les abeilles et les autres pollinisateurs. Les apiculteurs américains ont perdu 42% de leurs colonies ces 12 derniers mois, dont la plus grande partie au printemps et en été. Des autres pollinisateurs sont touchés, comme par exemple le papillon monarque, dans les populations ont décliné de 90% en 20 ans. Le plan prévoit de limiter la mortalité des colonies d'abeilles pendant l'hiver à 15% dans les 10 ans et de restaurer 2,8 millions d'hectares d'habitat dans les cinq ans grâce à des interventions fédérales et à des partenariats public-privé. «Accroître l'étendue et la qualité de l'habitat des pollinisateurs est une part importante de cet effort » précise la présidence. En avril, l'agence de protection de l'environnement a établi un moratoire sur l'utilisation des néonicotinoïdes jusqu'à une évaluation complète des risques. (suite au n°41)

EFFET DE SERRE CH13 - LA CONFERENCE DE MARRAKECH (MAROC) COP7

11 février 2002..... La France a encore beaucoup à faire pour respecter le protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre. Elle adresse de rapports officiels à l'ONU sur ce sujet. Le premier est un inventaire des émissions de gaz, le second dresse un bilan des mesures prises ou envisagées pour combattre le changement climatique. Selon l'inventaire, la France a réduit de près de 2% en 2000 ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Elle a aussi satisfait à la convention de Rio (1992) qui invitait les pays développés à ramener en 2000 leurs émissions à leur niveau de 1990. Sur le plan européen, elle fait partie des trois pays, avec la Suède et la Finlande, ayant à peu près stabilisé leurs émissions en fin de décennie. L'Allemagne (-19%) et la Grande-Bretagne (-14%) ont fait beaucoup mieux, tandis que l'Espagne (+23%), les Pays-Bas (+6%), le Danemark et l'Italie (+4%) dérapent. Il est à craindre une forte tendance à la hausse des émissions à l'horizon 2010 : +25% sans contre-mesures, +5% si toutes les mesures annoncées de 1993 à 1997 sont appliquées. Dans le second rapport, le bilan des mesures envisagées par la France établit qu'il faut appliquer intégralement toutes les mesures prévues par le PNLCC (programme national de lutte contre le changement climatique). Il plaide pour la relance d'une taxation de l'énergie malgré la censure du Conseil constitutionnel au printemps 2000. L'industrie française, très hostile à la taxe carbone, négocie plutôt des engagements volontaires de réduction des émissions afin de lutter contre le réchauffement. Quant aux écologistes, ils sont pour la taxation et ne croient pas au volontarisme des industriels.



14 février 2002..... Le président américain George W Bush présente un plan alternatif au protocole de Kyoto sur le climat. Il se contente de ralentir et non d'arrêter les émissions de gaz à effet de serre sans se fixer des objectifs contraignants. Il est marqué par la préoccupation de ne pas avoir la lutte contre le réchauffement affecter la prospérité économique de son pays. Le président propose de faire en sorte que, quand l'économie croît de 3%, la croissance des émissions de gaz ne soit que de 1%. Pour obtenir ce ralentissement, il veut des incitations plutôt que la contrainte. Il va mettre en place des crédits d'impôt pour favoriser l'investissement dans les énergies renouvelables. Les grandes entreprises seraient encouragées à inventorier et surveiller leurs émissions. Elles bénéficieraient de crédits d'émissions lors de la mise en place d'un marché d'échange du CO2. Les associations écologistes américaines dénoncent ce plan qui maintient le refus du protocole de Kyoto, qui va dans le sens de la relance de la production énergétique polluante aux Etats-Unis et qui permet l'exploitation des ressources du sous-sol (pétrole, charbon et gaz de schiste) même au sein des réserves naturelles.

1 mars 2002.....Le satellite Envisat (Environnemental Satellite) de l'Agence spatiale européenne, plus gros satellite civil jamais construit, se place ce jour sur une orbite quasi polaire par la fusée Ariane 5. Envisat survole la Terre à une altitude de 800 kilomètres. Il est équipé de dix instruments destinés à observer le globe avec une grande précision. La synergie entre ses observations va permettre de mieux comprendre les phénomènes régissant les océans et les calottes polaires, et, par là même, l'évolution du climat. Les variations de hauteur des océans et des glaces polaires sont mesurées avec une précision centimétrique, la température de surface des mers en dixièmes de degrés, biologie marine et pollutions des zones côtières sont surveillées, l'évolution des végétations sur les terres, l'urbanisation, les inondations, les tremblements de terre et éruptions volcaniques aussi. Les concentrations de gaz atmosphériques sont aussi évaluées par d'autres équipements.

4 mars 2002..... Les ministres européens de l'environnement, réunis à Bruxelles, décident de ratifier au nom de l'Union européenne le protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'objectif est son entrée en vigueur pour septembre 2002. Cependant, pour entrer en vigueur, le protocole doit être ratifié par 55 pays et il reste à obtenir l'accord de la Russie et du Japon.

2 avril 2002..... Ouverture à Londres du premier marché des quotas de diminution des rejets des gaz réchauffant l'atmosphère : afin de permettre à la Grande-Bretagne de respecter la réduction des émissions en application du protocole de Kyoto, les Britanniques mettent en place un marché boursier permettant à une compagnie en infraction (qui ne respecte pas les objectifs fixés au niveau de sa branche industrielle et qui risque des amendes) de racheter à une autre compagnie moins polluante ses droits d'émettre des gaz à effet de serre. Le lancement de cette corbeille électronique unique au monde coïncide avec la ratification attendue dans les prochains jours du protocole de Kyoto par le Parlement britannique. A en croire les promoteurs de ce marché qu'ils disent éthique, cela pourrait intéresser les ONG écologistes, les fonds de pension, voire les petits épargnants. Le fait de manipuler l'effet de serre comme des actions est vu d'un mauvais œil par l'association écologiste Friends of Earth (amis de la Terre) qui y voit une récupération par les seigneurs de l'argent du combat contre les hausses de température.

13-14 avril 2002..... Les ministres de l'environnement des pays du G8, réunis à Banff au Canada, entérinent leurs divergences au sujet des changements climatiques. Ils réussissent in extremis à s'entendre pour mentionner, dans leur déclaration finale, le protocole de Kyoto. Les pays européens, la Russie et le Japon se sont déjà engagés à ratifier ce protocole qui impose une réduction des rejets de gaz à effet de serre. Le Canada, qui a lui aussi promis de le ratifier, tergiverse ce qui lui vaut des critiques des pays européens qui accusent Ottawa de chercher à obtenir de nouvelles concessions.

21 mai 2002..... Une soixantaine de militants de Greenpeace bloquent toute la journée les accès de l'usine pétrochimique d'Esso (Exxon Mobil) à Notre-Dame-de-Gravenchon, près du Havre (Seine-Maritime). Cette action fait partie d'une campagne internationale de l'association écologiste contre la première compagnie pétrolière mondiale, d'origine américaine. Greenpeace lui reproche d'influencer la politique de George W. Bush, qui a refusé d'associer son pays au protocole de Kyoto, visant à lutter contre le réchauffement climatique en limitant les émissions de gaz à effet de serre.

(suite au numéro 41)

NICOLAS HULOT

CH7 – Hulot l'envoyé spécial pour la protection de la planète

5 février 2014..... Nicolas Hulot, envoyé spécial de François Hollande pour la protection de la planète, accorde un entretien au journal Le Monde : Face à l'inertie des politiques, il se tourne vers les autorités religieuses espérant un sursaut des consciences. Il a rencontré en novembre 2013 le pape, puis en janvier le patriarche anémique de Constantinople. « Je pense que les autorités religieuses peuvent provoquer un sursaut de conscience face à la crise climatique actuelle. Il n'est plus possible de nous en remettre aux seuls responsables politiques internationaux. J'ai rencontré plusieurs d'entre eux et chacun, à sa manière, a mis en avant des arguments très pertinents pour ne pas agir tout de suite, mais plus tard. À ce compte-là, tous les ingrédients sont aujourd'hui réunis pour que la conférence de Paris de 2015, où doit être signé le premier accord mondial engageant tous les pays contre le réchauffement, soit un échec. Les conséquences en seraient désastreuses. Je ne comprend pas qu'il faille déployer tant d'énergie pour un enjeu qui nous concerne tous. Si rien ne bouge, il n'y aura que des perdants. Je pense qu'une alliance entre ce que l'on peut appeler l'écologie scientifique, humaine et la théologie en tant que réflexion métaphysique est pas inutile pour appréhender en profondeur la crise de civilisation que nous vivons. Il est fondamental que les Eglises, et l'Eglise catholique en particulier, clarifient la responsabilité de l'homme vis-à-vis de la « création », pour reprendre le langage des croyants. L'homme est-il là pour dominer la nature, comme l'affirment certains textes ? Il explique ensuite qu'il va rencontrer des représentants d'autres religions, comme l'Islam et le judaïsme. En France, il multiplie aussi les rendez-vous avec les patrons d'entreprises de tous types, liées à l'énergie comme les assureurs aussi.

11 mars 2014..... Hulot et sa fondation mobilisent pour le climat : Des bornes de recyclages qui font gagner des cadeaux contre une canette vide, une marque qui redistribue les fruits et légumes retirés du marché en raison de leur esthétique, un système récupérant l'énergie perdue dans les pots d'échappement, des sacs constitués d'algues brunes ... Tous ces projets sont-ils susceptibles d'incarner un avenir respectueux du climat ? C'est à vous de trancher ; La fondation Nicolas Hulot (FNH) vient de lancer un site présentant au public 50 initiatives et l'invitant à choisir ses préférées. Le constat du réchauffement climatique étant posé, il est temps de promouvoir des solutions. Hulot explique qu'il faut dessiner le monde de demain, et pour cela le faire émerger. La meilleure manière de le faire est que les citoyens s'emparent, valorisent et accueillent toutes ces initiatives. Première sélection de 50 projets a été réalisée en interne et les candidatures sont ouvertes pour une seconde session. In fine, les 10 lauréats choisis par les internautes bénéficieront d'une campagne de communication. Nicolas Hulot se défend : « Nous avons besoin d'un élan positif, d'envoyer un signal aux responsables politiques. Mais il faut y aller en grand, à fond ». La prochaine étape sera de faire monter les artistes au créneau.

4 juin 2014..... L'initiative débarque en France, principalement portée par des responsables chrétiens, musulmans et bouddhistes et des associations non confessionnelles de défense de l'environnement : Jusqu'à en décembre 2015, date de la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, chacun est appelé à jeûner le premier jour de chaque mois en solidarité avec les populations touchées par les effets du changement climatique à travers le monde. L'initiative a retenu l'attention de personnalités comme Pierre Rabhi et Nicolas Hulot.

21 août 2014..... Les journées d'été d'EELV débutent à Bordeaux pour quelques jours. Les écologistes célèbrent les 40 ans de l'écologie politique et les 30 ans de la création des Verts. Mais en fait les écologistes abordent la rentrée affaiblis et divisés. Le député du Gard, Christophe Cavard, pense que ça va être le bureau des pleurs, les tensions internes sont réelles et tout sert de support à l'expression du malaise. On est loin de l'enthousiasme qui régnait il y a un an à Marseille. Aucun ministre ne sera présent. « Pourquoi viendraient-ils à l'université d'été d'un parti qui n'est plus représenté au gouvernement avec deux chances sur trois de tomber sur un mec qui va leur casser les pieds ? » interroge le patron des sénateurs EELV, Jean Vincent Placé. La décision des écologistes début avril de ne pas entrer dans l'équipe de Manuel Valls a laissé des traces. « La sortie du gouvernement n'a rien réglé mais a ouvert une phase de questions restées sans réponse » juge le président du groupe à l'Assemblée nationale François de Rugy. Le fossé ne cesse de se creuser entre partisans et opposants à la participation au gouvernement Valls, entre parlementaires et cadres du parti. Cette fracture est symbolisée par la rupture entre Jean Vincent Placé et Cécile Duflot. Le premier veut une majorité rassemblée allant jusqu'au centre, la seconde cherche à fédérer les déçus de François Hollande. Décidée à ne faire aucun cadeau au chef de l'État, Madame Duflot va faire publier le 25 août chez Fayard un livre racontant ses deux ans gouvernement, intitulé « De l'intérieur, voyage au pays de la désillusion ». Pour ses premières journées d'été à la tête du parti, Emmanuelle Cosse se retrouve dans une position délicate : tâcher de faire dialoguer les deux camps. Une mission d'autant plus difficile que ça majorité, issue du congrès de Caen de 2013, a volé en éclats. Elle reconnaît que le parti est en pleine interrogation. Elle s'interroge pour savoir comment rendre son parti plus désirable à l'extérieur. Cet été, EELV a de nouveau enregistré le départ d'une figure des Verts, la sénatrice Marie-Christine Blandin. À l'affiche de la dernière plénière, censée fêter les 40 ans de luttes et de mobilisations et les 40 ans d'alternatives et d'expérimentations, on notera l'absence de Daniel Cohn-Bendit, de Dominique Voynet ou de Nicolas Hulot. Même Noël Mamère, qui aurait pu venir en voisin depuis Bègles, ne viendra pas. Par contre, Jean-Luc Bennahmias, ex patron des Verts, et Antoine Waechter, candidat à la présidentielle de 1988, seront présents.



(suite au numéro 41)

FESSENHEIM_ch5- C'est pour quand ? (suite)

16 juin 2015..... L'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) annonce un renforcement des inspections à la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), reprochant à EDF un manque de rigueur dans le traitement d'un incident fin février.

1 juillet 2015..... Le réseau «Sortir du nucléaire » dénonce le greenwashing à Fessenheim : EDF cherche à cacher les dysfonctionnements récurrents à la centrale nucléaire alsacienne d'un coup de peinture verte, par la publication d'une infographie publicitaire présentant sa production d'électricité comme durable. Le réseau, ainsi que quatre associations antinucléaires alsaciennes, portent plainte devant le jury de déontologie publicitaire. Afin de lutter contre cette désinformation, le réseau «Sortir du nucléaire » publie également une infographie fournissant quelques chiffres peu connus sur le bilan environnemental et social peu glorieux de Fessenheim. EDF ment surtout en prétendant que l'électricité produite en Alsace (centrale nucléaire de deux réacteurs + 12 barrages sur le Rhin + un site de géothermie) est 100% sans CO2. En fait, il n'existe aucune activité industrielle exempte de rejets de gaz à effet de serre. Exemple : la construction des centrales ou des barrages et les transports associés génèrent toujours des émissions de CO2. En se focalisant sur la phase d'exploitation, EDF oublie de prendre en compte les émissions nécessaires à l'extraction de l'uranium, la fabrication des barres de combustible, les opérations d'enrichissement du combustible, le plutonium stocké à la Hague, les traitements des déchets, leurs enfouissement à Bure, les démantèlement des installations et les multiples transports des éléments radioactifs à chaque étape. Une synthèse de plus d'une centaine d'études sur le sujet évalue les émissions dues au nucléaire à une valeur médiane entre 66g et 288 g de CO2/KWh. Le 20 juillet 2015, le jury de déontologie publicitaire donnera raison au réseau antinucléaire.

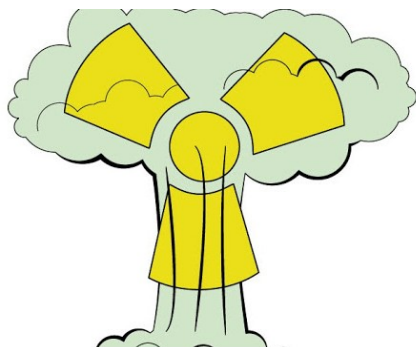
10 juillet 2015..... «Sortir du nucléaire » lance une pétition pour exiger de François Hollande qu'il tienne son engagement de fermer la centrale nucléaire de Fessenheim (Alsace) avant 2017. Il y donne six raisons pour fermer la centrale : 1) sûreté zéro : c'est la plus vieille centrale nucléaire encore en activité et une des plus mal conçue avec une simple enveloppe de béton sur le cœur doublée d'acier qui se déforme ; 2) impacts d'un accident majeur : risques sur la proche nappe phréatique et pour les pays riverains ; 3) séisme : la centrale est construite sur une faille sismique active ; 4) inondation : la centrale est en contrebas du grand canal d'Alsace simplement protégée par une digue fragile ; 5) attentat : les piscines sous le cœur ou la salle de commande ne résisteraient pas à une attaque terroriste venue du ciel, de l'extérieur ou même interne ; 6) pertes de refroidissement : la centrale connaît des incidents incessants de fuite dans les tuyauteries qui pourraient mener un jour à l'accident.

17 juillet 2015..... Le CSFR, Stop-Fessenheim et Stop Transports Halte au Nucléaire envoient un courrier au directeur de la centrale nucléaire de Fessenheim pour s'inquiéter de la température des eaux du Rhin et du Grand canal d'Alsace : « Nous observons depuis début juillet que les eaux du Rhin, et par conséquence celles du Grand canal d'Alsace qui en est la dérivation, atteignent un niveau de température très élevé du fait des circonstances climatiques ». Plus de deux tiers de la puissance thermique de la centrale sont rejetées dans le Grand canal, ce qui représente deux fois plus d'énergie que l'électricité produite. Les rejets thermiques résultant de ce rendement médiocre, génèrent une augmentation importante de la température des eaux du canal et du Rhin en aval. Cette élévation ne doit pas dépasser 4°C et il apparaît que les températures limites de fonctionnement sont atteintes, voire dépassées. Par respect pour l'environnement (saumons), par raison de sécurité pour la centrale, par respect des prescriptions nouvelles de sûreté, ils demandent l'arrêt immédiat de la centrale nucléaire.

20 juillet 2015..... L'association trinationale de protection nucléaire (ATPN) a déposé une plainte auprès de la Commission européenne contre la France. Ces fâcheux (une centaine de communes allemandes, suisses et françaises, représentant au total plus d'un million d'habitants) estiment que le maintien en fonctionnement de la centrale nucléaire de Fessenheim viole plusieurs règlements communautaires. En premier lieu, sont dénoncés les pratiques d'EDF et le cadre juridique utilisé pour les rejets d'eau et d'effluents chimiques dans le Rhin (deux vagues arrêtés préfectoraux datant de mai 1972). L'ATPN dénonce : «En l'état actuel du droit, il n'existe aucun arrêté fixant des limites pour la centrale de Fessenheim (...) en pleine infraction avec le droit communautaire » sur la protection des eaux douces. La plainte vise également le non-respect des règles européennes de sûreté nucléaire : «Fessenheim, qui cumule un risque sismique et un risque d'inondation n'a évidemment pas été conçue pour résister à l'un ou à l'autre, comme l'exige aujourd'hui la réglementation post-Fukushima ». Enfin, une directive de 2009 impose aux exploitants de centrales qu'ils disposent et maintiennent des ressources financières et humaines adéquates pour assurer leurs obligations de sûreté nucléaire. Or, la situation financière d'EDF laisse planer les plus grands doutes sur ses capacités à répondre aux besoins de sûreté. EDF, qui demande des indemnités pour fermer la centrale, ce qui fait bondir les représentants de l'ATPN.

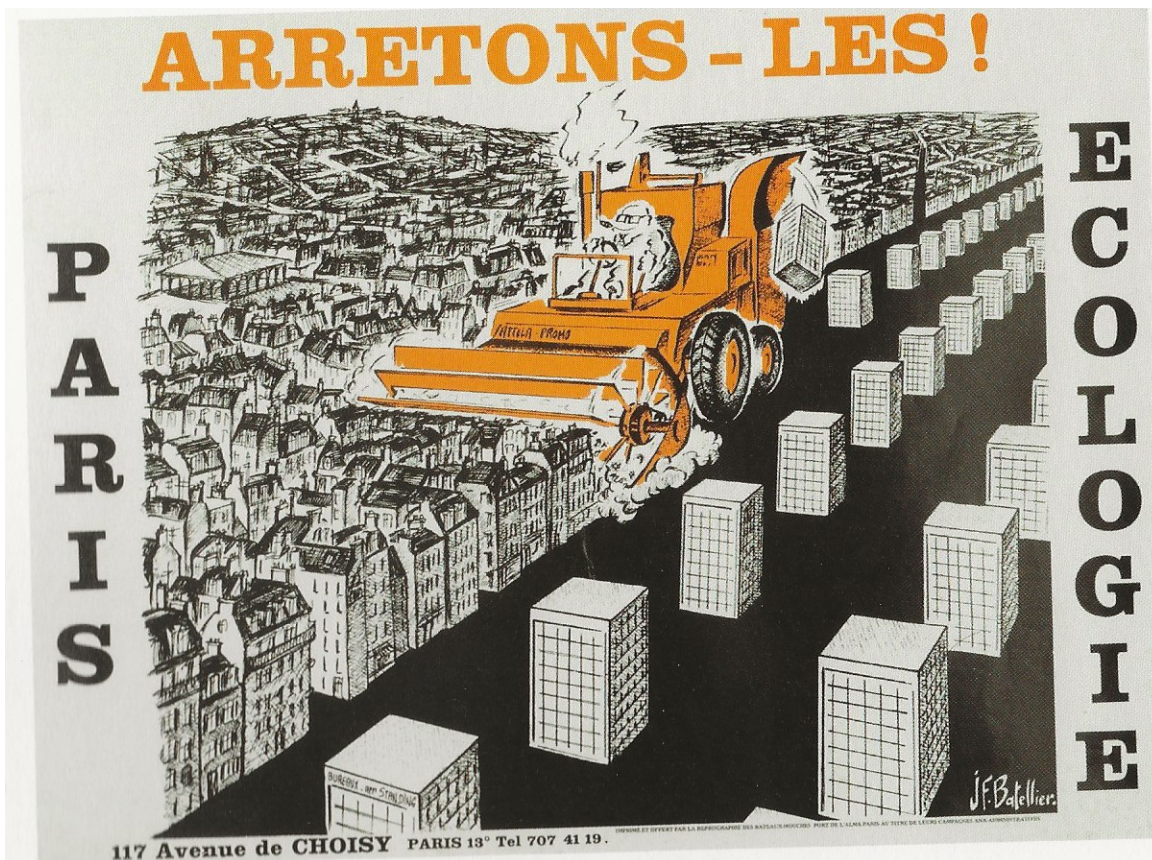
28-30 août 2015..... Le réseau «Sortir du nucléaire » lance une opération «Allô le PS ? Fermez Fessenheim ! ». L'engagement de François Mitterrand est resté lettre morte. A vous de faire entendre votre voix. Interpellez le Parti Socialiste réuni à l'occasion de son université d'été, pour rappeler cet engagement et exiger que la centrale nucléaire de Fessenheim ferme en 2015.

(Suite au numéro 41)



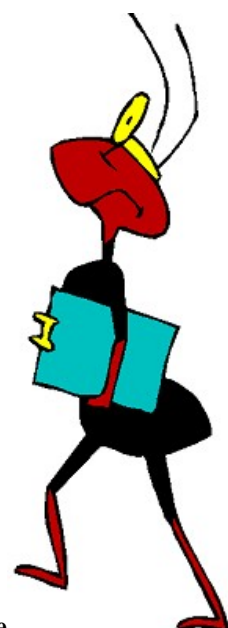
AFFICHES : Des pompes pas funèbres, des moissons urbaines

→ 1977 à Paris :

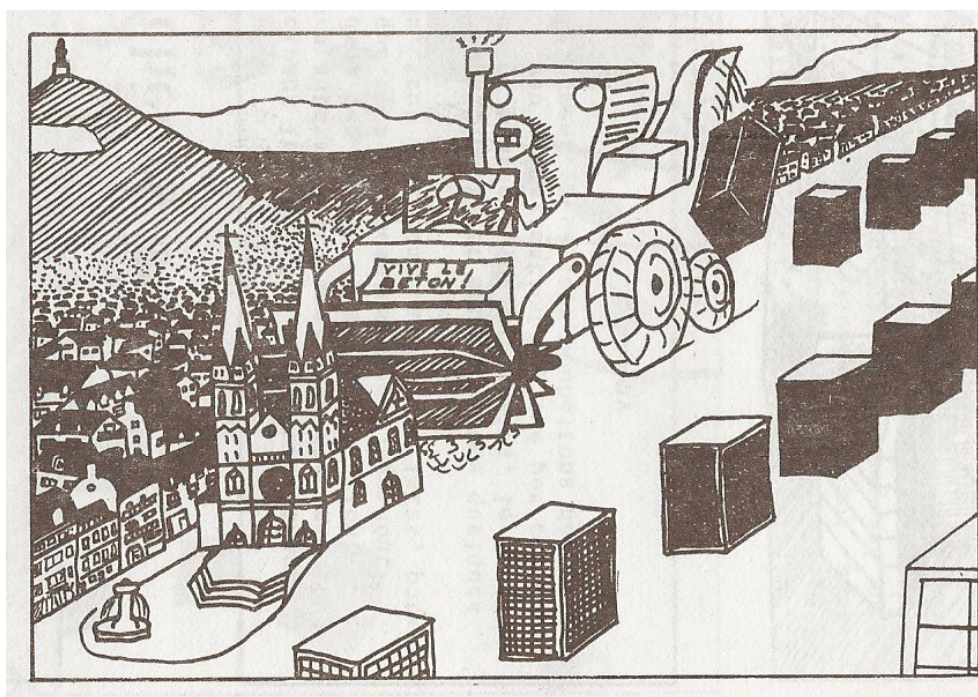


Pour Paris Ecologie, Jean-François Batellier réalise ce dessin pour des causes militantes évidentes.

Le baron Haussmann s'est retourné dans sa tombe.



→ 1982 à Voiron :



Dessin paru dans la revue écolo

«Le Mouchard de poche» à l'occasion d'un concours de dessin pour les enfants sur l'environnement.

On retrouve la colline de Vouise avec une statue, l'église centrale de la ville de Voiron et la plus vieille fontaine.

L'auteur de cette « pompe » n'avait pas l'âge requis et a perdu le concours.

